

## Programme MED 2050

|                     |                                                                                                                                          |
|---------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Fiche Variable n° 1 | <b>Grandes tendances mondiales (Mégatrends) à l'horizon 2050 et leurs conséquences pour la Méditerranée</b>                              |
| Auteurs             | Auteur : Jacques Theys<br>Contributeurs : Stella Tsani, Marie de Lattre - Gasquet Christophe Le Visage, Roland Uhel, Jean de Montgolfier |

### 1. Définition du thème

L'évolution future de la Méditerranée<sup>1</sup> ne va pas dépendre uniquement de facteurs internes à la région. Elle sera aussi la conséquence de dynamiques externes se produisant à la fois dans son « hinterland » proche (l'Afrique, le Moyen Orient, l'Europe non méditerranéenne) ... et plus largement à l'échelle mondiale. **L'objet de cette fiche 1 est de s'intéresser à ces relations Monde - Méditerranée.** Il s'agira d'abord de faire une présentation très grossière des grandes tendances mondiales actuelles et à l'horizon 2050 et d'en évaluer les impacts sur la région – en s'appuyant à la fois sur le cadre DEGEST<sup>2</sup> et sur celui proposé par l'Agence Européenne pour l'Environnement dans son analyse des Mégatrends<sup>3</sup>. A un second niveau, l'objet de la fiche sera d'apporter quelques éléments d'appréciation sur le positionnement de la Méditerranée par rapport au reste du monde – dépendance ou autonomie, centralité et influence ou marginalité, atouts ou faiblesses – en abordant les dimensions économique, écologique, sociale et géopolitique. L'ensemble se conclura par des hypothèses portant sur la place future de la région méditerranéenne dans différents scénarios de mondialisation.

Outre l'ampleur démesurée du champ couvert par la fiche, les deux difficultés seront d'articuler en permanence deux niveaux d'analyse (Le Monde, La Méditerranée) ; mais aussi de tenir compte de l'hétérogénéité de la région et de l'ambiguïté de la notion de « région méditerranéenne »<sup>4</sup>. Cela explique la longueur exceptionnelle de la fiche et ses limites.

<sup>1</sup> A la fois comme mer et comme région.

<sup>2</sup> DEGEST pour Démographie, Environnement, Gouvernance, Economie, Société et Technologie.

<sup>3</sup> Source : EEA, Understanding the impacts of global mégatrends at the regional and national level, 2021.

<sup>4</sup> Avec une définition statistique qui ne correspond pas aux réalités géographiques de la région.

#### Avertissement :

Les appellations retenues dans la présente publication et la présentation des éléments qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE, du PNUE/PAM, du Plan Bleu ou des organisations contributives aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones mentionnés ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues du PNUE, du PNUE/PAM, du Plan Bleu ou des organisations contributives. L'objectif des hypothèses développées dans ce travail n'est pas de prévoir ou de privilégier un quelconque développement futur, mais d'éclairer les décideurs sur les futurs possibles, renforçant ainsi leur capacité à anticiper et à s'adapter à des futurs différents.

## 2. Rétrospective : le grand tournant des années 90-2020

**Les 30 prochaines années vont, dans une très large mesure, se situer dans le prolongement du « grand tournant » qui été amorcé dans les années 1990- 2020, après la chute du mur de Berlin. Rarement le monde aura en effet connu en trente ans autant de transformations touchant autant de dimensions différentes. On ne fera ici que les rappeler, en situant à chaque fois la situation spécifique des pays méditerranéens.**

### **1) « The big Load » : un monde plus peuplé, riche, inégal et moins soutenable.**

\*En trente ans la population mondiale s'est accrue de près de moitié (45 %), passant de 5,3 milliards en 1990 à 7,7 en 2020. Parallèlement le PIB mondial a été multiplié par 2,5. Malgré la sortie de la pauvreté d'un milliard de personnes (essentiellement grâce à l'émergence économique de l'Asie du Sud Est), la part de la richesse mondiale détenue par les 20 % les plus pauvres est restée inférieure à 2 % tandis que celle des 1 % les plus riches est passée de 18 à 27 %. Cette croissance simultanée de la population, de l'économie et des inégalités a considérablement augmenté la pression sur les ressources et l'environnement. Dans le domaine de la pêche, par exemple, la hausse de la consommation (+53 %), n'a pu être satisfaite que par un quadruplement de l'aquaculture – qui représente désormais presque la moitié des ressources utilisées (80MT sur 178). L'usage des énergies fossiles a, de son côté, augmenté de 70 %. On estime ainsi que l'empreinte écologique des activités humaines est passée de 0,9 fois les biocapacités planétaires à 1,4. Si les différences entre pays sont considérables, il existe une relation quasi inverse entre l'indice de développement humain et l'empreinte écologique : nulle part les évolutions n'ont été soutenables.

*\*\* La part de la Méditerranée dans la population mondiale est restée relativement stable (6,7 % au lieu de 7 %), la quasi-stagnation de la rive Nord (196 M au lieu de 178 M) étant compensée par une augmentation de 66 % au sud et à l'est (324 M au lieu de 195 M). En revanche sa contribution au PIB mondial a baissé (11,5 % au lieu de 14 %), essentiellement en raison de l'affaiblissement relatif de la partie européenne, la part des pays du sud et de l'est de la Méditerranée augmentant elle légèrement pour se rapprocher de 3 % (dont la moitié pour la Turquie). Malgré ce rattrapage de croissance, l'écart de richesse par habitant entre Nord et Sud s'est encore accru – autour d'une moyenne de 8 fois. Si l'empreinte écologique par habitant n'a pas beaucoup varié au cours de la période (ce qui veut dire qu'elle a augmenté avec la population), elle a évolué de manière très différente selon les pays. Elle était en 2010 un peu supérieure à la moyenne mondiale (3,1 hectares au lieu de 2,7) et surtout plus de deux fois supérieure à la biocapacité (1,2) – ce qui n'a pu être compensé que par l'importation directe ou indirecte de ressources.*

### **2) The « bif shift » : 2milliards d'habitants en plus en Asie et en Afrique, le basculement de la puissance économique vers l'Asie, l'inversion du rapport rural - urbain.**

\*Durant ces trois décennies le monde a basculé en large partie vers l'Asie du Sud et l'Afrique pour la démographie, vers les pays asiatiques et notamment la Chine pour l'économie, et vers les villes - qui ont tiré l'essentiel des bénéfices de la croissance économique et démographique. Alors que la population des pays développés du nord a quasiment stagné, celles des pays en développement a augmenté de 55 % - avec un doublement de l'Afrique et une croissance de 44% pour l'Asie du Sud Est. Pour la première fois la population urbaine a dépassé la population rurale en 2007, les proportions s'inversant en 30 ans (56 % de ruraux en 1990, 56 % d'urbains en 2020). Sur le plan économique la part du PNB mondial (*en parité de pouvoir d'achat*) est passée en trente ans pour l'Inde et surtout la Chine de 6 à 25 %, le PNB Chinois étant multiplié par 14 et dépassant – selon ce mode de mesure<sup>5</sup> - celui des Etats Unis en 2017, tandis que celui de l'ensemble Europe – Etats Unis, Japon, Russie, passait de 57 à 40 %. L'émergence des BRICS, institutionnalisée en 2010 - ainsi que

<sup>5</sup> En valeur nominale, le PNB Chinois restait en 2020 inférieur à celui de l'UE et d'un tiers à celui des Etats unis.

celles de pays comme la Corée, l'Indonésie, Taiwan, les EAU ou le Mexique - a montré que ce déplacement de la puissance économique était plus général.

*\*\*En Méditerranée les mêmes tendances en matière de population se sont produites avec, au Nord, la fin de la transition démographique et urbaine (et même une dépopulation dans certains pays<sup>6</sup>) – s'accompagnant d'un vieillissement considérable -, et, au Sud et à l'Est, une croissance de la population encore plus forte que la moyenne mondiale (66 % au lieu de 45 %), et une urbanisation encore plus rapide atteignant aujourd'hui 70 % en moyenne. Sur le plan économique la Méditerranée a plutôt subi qu'été un des moteurs de ce basculement de la puissance. Si l'émergence de la Chine et d'autres pays a naturellement eu une influence sur les circuits commerciaux ou touristiques <sup>7</sup>, les positions économiques internes à la région ne se sont pas trouvées radicalement modifiées, malgré un affaiblissement relatif des économies de la façade nord de la Méditerranée (surtout depuis la crise de 2008), des taux de croissance plus élevés dans la partie Sud et un développement remarquable de la Turquie.*

### **3) La révolution numérique.**

\*Même si l'informatique n'est pas née en 1990, l'histoire retiendra que c'est aussi à partir de cette date – avec la diffusion de l'ordinateur portable et la création du web – qu'a commencé la révolution du numérique qui a désormais des impacts sur au moins 60 % de l'humanité et bouleverse la majorité des activités productives et des modes de vie. Entre temps il y a eu la création de Google en 1998, celle des réseaux sociaux après 2004, le smartphone et l'internet mobile en 2007 ainsi que les applications liées au numérique et à l'intelligence artificielle. Alors qu'il y avait en 1992 à peine 1 million de personnes connectées à un ordinateur, elles sont aujourd'hui plus de 4, 5 milliards (dont 3, 8 sur les réseaux sociaux), avec encore plus de possesseurs de téléphones mobiles (5, 3). A noter que 7 des 10 plus grandes capitalisations boursières de la planète sont en 2020 liées à Internet ...

*\*Même si la région méditerranéenne est plutôt au-dessus de la moyenne mondiale pour l'accès à internet ou au mobile, il existe une différence encore significative entre les pays de la rive nord (autour de 80- 90 %) et ceux de la rive sud (entre 60 et 70 %). Mais surtout le retard est très important, au Nord comme au Sud, par rapport aux Etats Unis ou aux pays d'Asie aussi bien dans l'innovation technologique, que dans la création de contenus, les applications en direction du public ou dans les entreprises, l'investissement dans l'intelligence artificielle, ect... Plus généralement la part des « hautes technologies » reste – sauf exception - très faible dans les exportations de la plupart des PSEM (moins de 5 % !).*

### **4) Le passage à une humanité et une économie globale.**

\* La révolution du numérique est avec la baisse des coûts de transport et l'émergence de la Chine l'un des facteurs qui a contribué à la nouvelle vague de mondialisation qui a également marqué les années 1990-2020. La grande différence avec les précédentes c'est que cette fois ci le monde est entré dans le quotidien des individus, et que cet avènement d'une culture et d'un espace mondial communs – la mondialisation - s'est produit en même temps qu'une conscience de la fragilité écologique de la terre - la « planétarisation » - et que l'entrée dans une nouvelle phase du capitalisme – la globalisation économique. On est passé en effet à capitalisme globalisé - associant libéralisme commercial, financiarisation de l'économie, inégalités au profit des actionnaires, organisation d'une part croissante (50 %) de la production et des échanges autour de chaînes de valeurs liées à des firmes globales, et une compétition non régulée des pays sur la fiscalité, les salaires, les équipements publics ... Le commerce mondial et les investissements internationaux ont été multiplié par 7, l'échange de services par presque 8, celui des produits industriels mais aussi agricoles et alimentaires par 4,5, le tourisme international par 3, 5 et enfin les tonnages maritimes par 3. Même si la crise de 2008 a fortement freiné la dynamique – avec une division par deux de la

<sup>6</sup> Albanie, Bosnie- Herzégovine, Croatie, Grèce, Monténégro (Source, Nations Unies, 2019)

<sup>7</sup> Voir EMNES – EMEA, ainsi que A. Ekman, La Chine en Méditerranée, un processus émergent, IFRI, 2018.

croissance des échanges - une part majeure des activités humaines est désormais globale. Parallèlement, cette ouverture, combinée avec l'urbanisation, s'est accompagnée d'une mondialisation des valeurs libérales et modernistes, d'une uniformisation des langues et des cultures et d'énormes bouleversements sociaux - suscitant oppositions et réactions de repli.

*\*\* Grace à sa géographie, à son climat et au canal de Suez la Méditerranée a profité de la mondialisation captant près de 30 % du tourisme international, et concentrant plus de 20 % du transport maritime (10 % pour les containers). Mais, si l'on écarte Paris, seule Istanbul fait partie des 25 premiers hubs aériens mondiaux et Tanger est le seul port faisant partie des 25 grands hubs pour les porte containers<sup>8</sup>. Tous les pays méditerranéens ont dû s'adapter à la globalisation économique. Mais l'intégration est restée très inégale - la mondialisation suscitant plus qu'ailleurs des tensions très fortes entre les valeurs libérales et de modernité qui sont les siennes et des identités culturelles et politiques marquées, notamment dans les pays arabes, par de fortes traditions sociales et religieuses et l'autoritarisme. Sur le plan économique, les pays du sud et de l'est restent peu attractifs pour les investissements internationaux<sup>9</sup>, et peu intégrés dans les chaînes de valeur globales ou en position de sous-traitants. En dehors de l'Italie, tous les pays ont une balance commerciale déficitaire et sont très vulnérables aux marchés mondiaux - avec, sauf exception, une forte dépendance pour l'énergie et le numérique et, au Sud, pour les produits agricole et alimentaires de base.*

#### **5) L'émergence du changement écologique global comme problème majeur.**

\*Les années 90- 2020 sont aussi celles pendant lesquelles s'est faite progressivement la prise de conscience de la gravité des problèmes écologiques globaux, puis - à partir de la dernière décennie - de leur urgence majeure. Des alertes avaient été données dès les années 60, mais *en dehors des problèmes marins pris en compte dès les années 70*, il a fallu en effet attendre le milieu des années 80 pour que les questions liées à la couche d'ozone, au climat, à la biodiversité, à la désertification, aux ressources mondiales... soient scientifiquement mesurés (création du Giec en 89..), mis sur l'agenda politique (protocoles de Montréal et de Kyoto, accord de Paris...) et intégrés dans le développement (rapport Brundtland, conférence de Rio, ODD...). La question des limites à la croissance est devenue concrète. Entre temps les émissions de CO<sub>2</sub> se sont accrues de 60 % et la biodiversité s'est effondrée.

*\*\* La Méditerranée est l'une des régions du Monde les plus affectée par le changement global, avec un réchauffement 20 % plus rapide qu'en moyenne, et une situation de « hot spot » mondial tant pour le climat que pour la biodiversité. Mais la contribution aux émissions globales de CO<sub>2</sub> (5 %) reste très inférieure à la part de PNB et ne dépasse pas en moyenne 4 Tonnes par habitant (avec des écarts de 1 à 20 selon les pays). Ces émissions sont restées – hors contenu CO<sub>2</sub> des importations - à peu près stables sur la période (+ 10 à 20 %), les augmentations constatées au Sud et à l'Est étant compensées par des réductions au Nord. Bien que signataires de la plupart des conventions internationales, les pays de la Méditerranée se caractérisent sauf exception, dans les rares enquêtes, par une faible priorité accordée à l'environnement<sup>10</sup> – d'où une forte distance entre les engagements et les actions.*

#### **6) La recherche inaboutie d'une nouvelle gouvernance mondiale après la guerre froide.**

\*Après la guerre froide – et les bouleversements géopolitiques qui ont suivi - beaucoup d'espoir ont été mis dans la possibilité d'un nouvel ordre mondial, plus démocratique et multilatéral. De nouveaux progrès ont été faits par rapport au système mis en place en 1945- création de l'OMC, accords internationaux sur l'environnement, passage du G7 au G20, mais aussi structuration du monde en sous-ensembles régionaux (Union Européenne, ALENA, MERCOSUR, ASEAN, RCEP...) et implication d'un réseau très actif d'ONG internationales. Mais cela n'a pas atténué le sentiment que

<sup>8</sup> Selon le classement Alpha Liner 2020. Tanger est entré dans les 25 premiers en 2019.

<sup>9</sup> Source ; Rapport mondial sur les investissements internationaux 2020 de l'UNCTAD.

<sup>10</sup> Sources, Eurobaromètre 2017 pour la partie européenne et enquêtes de l'IEMED pour la partie sud.

les régulations internationales n'étaient pas à la hauteur des problèmes posés par la globalisation - ni d'ailleurs par ceux de prévention des conflits - qui se sont multipliés. Ecartelé entre les tentations de repli nationaliste, un multilatéralisme affaibli et critiqué et la perspective d'une nouvelle diarchie sino-américaine le système de gouvernance mondiale n'est pas parvenu pas à trouver son équilibre.

*\*\* Des Balkans à la Syrie, la Méditerranée est sans doute la région du monde qui peut le mieux illustrer la défaillance des modes de régulation internationale des conflits depuis 30 ans ... Même si une coopération a été engagée depuis plus de 40 ans sur la protection de la mer, les tentatives faites pour mieux intégrer les rives Nord et sud (Processus de Barcelone, politique de voisinage, UPM ...) n'ont pas abouti aux résultats escomptés.*

#### **7) De crise en crise depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle : l'entrée dans le monde « VUCA »**

\* A partir du début du XXI<sup>ème</sup> siècle, le monde a dû affronter toute une succession de crises – attentat du 11 septembre, éclatement de la bulle internet, 3<sup>ème</sup> choc pétrolier, crise économique et financière de 2007- 2008, accélération du changement climatique, et finalement pandémie mondiale liée à la COVID. Au delà des effets sociétaux, géopolitiques et économiques importants de ces événements – avec, notamment un ralentissement des échanges ou de la croissance et une mise en cause croissante de la mondialisation - leur succession dans un temps très bref laisse penser que nous entrons dans un monde plus chaotique – le monde « VUCA » (Volatility, Uncertainty, Complexity, Ambiguity), un monde de turbulences accélérées, imprévisible, où les dangers semblent s'accélérer<sup>11</sup>.

*\*\* La région Méditerranéenne a subi durement toutes ces crises (sauf l'éclatement de la bulle Internet) parce qu'elle est particulièrement vulnérable et que les coopérations y sont insuffisantes. Entre les Printemps Arabes, les guerres civiles ou les menaces de séparatisme internes, les conflits sur les migrations - avec la crise de 2015 - et les impacts de la COVID c'est toute une période de turbulences et de fractures qui y a caractérisé ce début de siècle – avec des conséquences qui vont perdurer et des espoirs pour le futur qui se sont réduits.*

---

<sup>11</sup> Source, F. Goux Baudiment, in C. Afriat et J. Theys, « La Grande Transition de l'humanité », FYP, 2018.

### 3. Les enjeux pour la Méditerranée

Partant de la partie précédente, il est possible d'identifier **quatre enjeux essentiels pour la Méditerranée dans ses relations avec le niveau mondial** :

- *Contribuer plus activement à la coproduction des biens publics mondiaux essentiels,*
- *Réduire les dépendances et les vulnérabilités de la région,*
- *Trouver un meilleur positionnement à l'échelle globale.*
- *Et enfin, imaginer des modèles de développement et de coopération qui permettent de concilier intégration dans la mondialisation et spécificité des cultures.*

#### **1. Contribuer plus activement à la coproduction de biens publics mondiaux et en priorité à ceux qui sont indispensables à la survie de la Méditerranée et de la planète.**

Mieux contribuer à la préservation ou à la production de biens publics mondiaux est - pour les pays méditerranéens plus que d'autres – un enjeu majeur car leur survie en dépend. Rappelons que ces biens publics mondiaux sont des biens qui bénéficient à l'ensemble du monde, dont on ne peut exclure personne, et dont l'usage par les uns ne réduit pas celui des autres. On en distingue habituellement trois catégories. Des biens naturels comme la préservation du climat, des océans ou de la biodiversité. Des biens créés par l'homme comme l'accès ouvert aux connaissances, les vaccins contre les pandémies, les réseaux d'observation scientifique ou la conservation du patrimoine mondial. Et enfin des biens créés par les accords internationaux – comme la sécurité globale, les règles de soutenabilité écologique ou financière, ou l'efficacité des systèmes de droits et de gouvernance mondiale.

**Parmi ces biens mondiaux certains méritent une priorité absolue car leur existence conditionne la survie de l'humanité ou de la planète : c'est le cas pour le respect des limites planétaires, notamment pour le climat ou la biodiversité.**

L'existence depuis 40 ans du PAM fait bien évidemment partie de ces bien mondiaux – et *le premier enjeu est donc naturellement de faire en sorte que la Convention de Barcelone soit appliquée. Mais au-delà de cette protection, la question se pose également de savoir s'il ne faudrait pas faire de la Méditerranée un bien commun mondial – au moment où progressent les tendances à la privatisation de l'espace maritime.* La protection de la mer n'est pas cependant séparable de la préservation et du développement des autres biens mondiaux qu'ils soient naturels (comme le climat ou la biodiversité) ou pas (comme l'open access, la sécurité collective, le droit international, les systèmes d'alerte ou l'accès aux vaccins).

On ne dispose pas d'information systématique sur la contribution des différents Etats à la production de ces biens mondiaux – sauf peut-être sur la ratification des accords internationaux que les pays méditerranéens ont d'ailleurs très majoritairement signés dans le domaine de l'environnement. Mais une façon indirecte d'approcher cette contribution est d'utiliser les évaluations qui sont faites chaque année sur la réalisation des objectifs du développement durable (ODD) mis en place en 2015<sup>12</sup>. Or les chiffres disponibles font état d'un rythme beaucoup trop lent de mise en œuvre de la stratégie à 2030, avec neuf pays sur 21 qui en 2019 n'ont atteint aucun des 17 objectifs et les deux tiers qui se heurtent à des obstacles majeurs. Hors de 4 des pays du Nord (France, Italie, Espagne, Slovaquie), les autres pays se situent entre la 56ième place mondiale et la 95ième. Si l'on observe que ce sont les objectifs relatifs au climat, à la vie aquatique et à l'alimentation pour lesquels les obstacles sont les plus importants, on voit que le chemin à parcourir reste énorme.

<sup>12</sup> Source : Sustainable development solutions network, Sustainable development report 2020.

## 2. Réduire les dépendances et les vulnérabilités de la région

La crise du COVID a bien illustré à travers ses impacts sur le tourisme international l'une des dépendances majeures de la région - celui-ci représentant 12 à 25 % des PNB de pays comme la Grèce, la Croatie, l'Espagne, l'Italie, Chypre, le Monténégro, la Tunisie, le Maroc, le Liban ou l'Albanie – et entre 9 à 12 % dans la majorité des autres. Mais les dépendances ne se limitent malheureusement pas au tourisme. A l'échelle de l'ensemble du bassin elles existent aussi notamment pour l'énergie (hors Algérie, Lybie et Egypte), le commerce international, le niveau de dette, les technologies et services numériques, mais aussi, comme on l'a constaté récemment, pour certains produits de santé. Seule l'Italie a une balance commerciale excédentaire et parmi les 20 pays les plus endettés du monde en 2019 huit étaient méditerranéens. En matière d'énergie les exportations des trois pays cités masquent des situations de dépendance qui peuvent atteindre 80 – 90 % dans la majorité des pays. Mais, de toute façon, la vulnérabilité aux prix et à la demande de fossiles est partout considérable.

Dans les PSEM s'ajoutent d'autres dépendances – et notamment celle liée à l'alimentation. Sauf en Turquie, proche de l'autosuffisance (10 %) et à un moindre degré en Egypte (30 %), la dépendance au marché mondial dépasse en effet en moyenne 54 % au Maghreb et 50 % au Proche Orient. Des prévisions estiment même qu'en cas de forte accélération du changement climatique elle pourrait même atteindre 68 % au Maghreb, et 64 % au Proche Orient – la Turquie restant toujours l'exception<sup>13</sup>. Le manque de céréales en est en large partie responsable - *la région représentant à elle seule plus de 30 % des importations mondiales de céréales* ! Il faut aussi évoquer une dépendance aux financements extérieurs – notamment ceux liés aux différentes diasporas – les capacités de financement internes – essentiellement bancaires – étant réduites.

Si l'on ajoute à cela les vulnérabilités extrêmement fortes au contexte international ou aux risques – réchauffement climatique, conflits géopolitiques, terrorisme, risques naturels, évolution ou blocage des routes commerciales - on comprend le caractère essentiel pour la région de stratégies de retour à une plus grande autonomie, de diversification des économies, *d'anticipation des crises ou de résilience* ...mais aussi de coopération interne.

## 3. Mieux positionner la Méditerranée dans le monde global

Toute l'histoire de la Méditerranée a mis en avant deux couples de représentations antagonistes : unité ou fracturation d'un côté ; centralité ou marginalité de l'autre. Ces deux questions vont continuer à être centrales. Sur le premier thème, les évolutions – comme le constate Rym Layadi<sup>14</sup> - ont plutôt été, depuis une quinzaine d'année, dans le sens de la *fragmentation* » et de la *fracturation* – ralentissement de l'intégration à l'UE des Balkans occidentaux, retards dans celle des pays du Sud, divisions liées aux problèmes migratoires, difficultés de l'Europe et de L'UpM, guerres civiles et instabilités politiques chroniques, mais aussi tensions et tendances centrifuges liées à la mondialisation et persistance des inégalités Nord- Sud. Cette fragmentation – marquée par la persistance de faibles échanges commerciaux internes<sup>15</sup> et de conflits religieux - n'a pas facilité l'intégration de la région dans la mondialisation - au moment où d'autres, notamment en Asie, s'organisaient pour y faire face<sup>16</sup>. Venant s'ajouter aux difficultés structurelles internes, la fragmentation a renforcé la marginalisation économique de l'espace Méditerranéen, tant au Sud qu'au Nord. Même si considérer la région comme un ensemble homogène n'a qu'un sens très limité, les indicateurs disponibles permettent ainsi de dire que, comparativement à d'autres, **la région**

<sup>13</sup> INRA, Pluragri, Afrique du Nord, Moyen Orient à l'horizon 2050, vers une dépendance accrue aux importations agricoles, 2015

<sup>14</sup> In « Géopolitique de la Méditerranée », B Rahmouni et Younes Slaoui, Que Sais-je ? 2019. Voir aussi le rapport « Assessing Regional Integration in the Euro- Mediterranean, EMEA- EMNES, 2020.

<sup>15</sup> Faibles échanges entre les pays hors Union Européenne (1%), ceux du sud avec l'UE représentant 9% (UPM)

<sup>16</sup> Avec la création en 2020 du « Régional comprehensive economic partnership » regroupant la Chine, le Japon, la Corée, les pays de L'ASEAN, la Nouvelle Zélande dans la plus grande zone de libre échange du monde.

**Méditerranée a vu son influence se réduire ou été plutôt tenue en *situation périphérique* dans la mondialisation** – avec en France, Espagne ou Italie une forte désindustrialisation et des taux de croissance faibles ; et dans les autres pays (sauf Israël , la Slovaquie et la Turquie) une faible participation aux chaînes de valeur mondiales , une attractivité réduite en matière d’investissements internationaux , des classements bien au-delà de la cinquantième place dans le « climat des affaires »<sup>17</sup> ou l’innovation et des exportations limitées. Malgré cette « marginalité » économique, la Méditerranée garde cependant une « centralité fonctionnelle » certaine dans beaucoup de domaines – grâce à sa situation géographique de carrefour (des flux maritimes, des migrations, des cultures ...), sa forte identité et richesse culturelle ou naturelle, son attractivité touristique et pour le coût du travail (au sud), la densité des intérêts géopolitiques qui s’y croisent ou même l’importance des risques qui s’y cumulent (« hot spots mondiaux »). **Comment tenir compte de ces atouts et de ces faiblesses pour éviter la marginalisation croissante de la région dans l’espace mondial - en intégrant les limites écologiques ?** C’est un des enjeux majeurs des scénarios.

#### **4. Concilier intégration dans la mondialisation et spécificité des cultures.**

La perspective de ce repositionnement ne peut pas être seulement de s’adapter à un modèle de mondialisation prédéfini. Il faut aussi tenir compte des spécificités qui sont celles de la Méditerranée - marquée à fois par la géographie, une histoire culturelle très riche, de profondes divisions religieuses ou liées aux différentes formes de colonisation et ce qu’on a pu appeler « l’exception du monde arabe » - importance de la religion, traditionalisme, tendance à l’autoritarisme<sup>18</sup>. Entre une Méditerranée du Nord de plus en plus laïcisée et intégrée à la mondialisation et une zone sud et est affaiblie par les conflits et où l’islam a repris de la vigueur, le risque est celui d’une opposition croissante au dépend d’un avenir commun. Mais on peut aussi très bien imaginer, dans la perspective ouverte au sud par les Printemps arabes et, à l’échelle de la région, par les coopérations existantes, une conciliation réussie entre les valeurs modernes et démocratiques liées à cette mondialisation, et les identités historiques et culturelles propres à chaque pays. C’est sur la base de cette transition culturelle réussie que l’enjeu sera de construire **des modèles de développement originaux** prenant concrètement appui sur les atouts et les faiblesses des différentes sous régions et *intégrant les objectifs qui sont ceux du développement durable*.

<sup>17</sup> Voir le rapport « Doing Business 2020 » de la Banque Mondiale.

<sup>18</sup> Source : B. Rahouni et Y. Slaoui, Géopolitique de la Méditerranée, Que Sais-je, 2019.

#### 4. Les perspectives et ruptures à l'horizon 2050<sup>19</sup>

Les évolutions prévisibles à l'horizon 2050 se situeront pour une large partie dans la prolongation des tendances observées depuis 1990. Mais il faut aussi envisager des ruptures majeures – dans un contexte de plus en plus marqué par la récurrence de chocs.

**1) L'amplification des tendances amorcées dans les 30 dernières années. Citons :**

- *Une nouvelle augmentation de près de 2 milliards (1,9) de la population mondiale* portant celle-ci à près de 10 milliards d'habitants – avec, cependant, un ralentissement par rapport aux décennies précédentes (+ 25 % au lieu de +45 %). 60 % de cette croissance sera due à un nouveau doublement de l'Afrique qui représentera en 2050 un quart de la population mondiale contre 53% pour l'Asie, 8 % pour l'Amérique et 7 % pour l'Europe. Globalement la Méditerranée connaîtra une croissance comparable (+20 %) grâce aux pays du sud (+43 %), l'Europe stagnant ou déclinant – mais avec partout un problème de vieillissement.
- *Une croissance beaucoup plus rapide de la population urbaine* (60 % soit + 2, 5 milliards !), là encore essentiellement en Afrique et en Asie, les villes regroupant en 2050 près de 70 % de la population mondiale - et les plus grandes d'entre elles (au-delà d'un million) augmentant deux fois plus vite qu'ailleurs et concentrant l'essentiel du développement économique ...
- *Une accélération des migrations de plus en plus liées au changement climatique* (40 %).
- *Une « mondialisation inversée » au profit des pays du sud (hors OCDE)* – représentant plus de la moitié du PIB mondial dès 2030 et 70 % en 2050 (dont 45 % en Asie) – avec, à cette date un PNB Chinois multiplié par 6 et dépassant de 40 % celui des Etats Unis ; celui de l'Inde étant près du double de celui de la zone euro. Une influence de la Chine dans le monde entier.
- *L'entrée dans « le monde 4.0 »* avec une application dans tous les domaines du numérique et de l'intelligence artificielle et des big datas - mais aussi des biotechnologies et des technologies vertes - modifiant radicalement les modes de production, de travail, de commerce, de loisirs, de soins ...et s'accompagnant à la fois d'une concentration très forte de la recherche et des investissements autour de quelques pays et firmes mondiales<sup>20</sup>, d'une nouvelle localisation des emplois liée aux plateformes et au travail à distance, et d'une mondialisation conflictuelle des cultures, pratiques et valeurs – surtout dans les villes.
- *Une baisse du transport maritime de combustibles liquides* et instabilité des prix pétroliers.
- *Une hausse des températures qui pourrait dépasser 1, 5 degrés dès 2035*, avec la possibilité, sans changement radical de politique, d'atteindre 2, 2 degrés en Méditerranée en 2050<sup>21</sup>.
- *Une pression sur les ressources encore accrue d'au moins 50 % pour l'énergie et la nourriture* – avec, selon l'AIE, un recours aux énergies fossiles restant voisin de 68 % en 2050 (contre 27 % pour les renouvelables et 4 % pour le nucléaire) - et *une compétition aigue sur les terres agricoles, l'eau, les mers et les océans, les terres rares (+1000 % !) et la biodiversité*.
- *Des tensions politique et géopolitiques croissantes* liées, à l'international, à la compétition sur les ressources, aux inégalités de développement et au basculement de la puissance, et, en interne, aux écarts croissants entre demandes et offres politiques, aux effets de la globalisation, à une fragmentation sociale et religieuse croissante, et finalement à la « fatigue démocratique ». L'extension des régimes autoritaires et la possibilité que la population des Etats « fragiles » passe ainsi de 1, 8 milliards en 2019 à 3,3 en 2050<sup>22</sup>.

<sup>19</sup> Voir sur les ruptures le rapport Vigie 2020 publié en 2021 par l'Association FUTURIBLES.

<sup>20</sup> De 2015 à 2020, 90% des investissements dans les technologies « émergentes » ont été faits dans 10 pays.

<sup>21</sup> Sources : IPCC et MEDDEC.

<sup>22</sup> Source : States of fragility in 2018, OCDE, 2019. La fragilité se caractérise par la faiblesse chronique des Etats.

## **2) Des inflexions par rapport aux tendances des décennies antérieures.**

- *L'émergence d'une nouvelle génération de problèmes d'environnement*<sup>23</sup>, mais aussi une sensibilisation beaucoup plus forte de l'opinion mondiale aux problèmes écologiques.
- *Une remise en cause partielle de la globalisation s'accompagnant d'une structuration plus multipolaire des économies.* Dans le prolongement des replis nationaux et du ralentissement des échanges amorcés après 2008 - et comme conséquence de la crise du COVID – une tendance à la relocalisation des activités, au développement des marchés domestiques (notamment en Asie) et au renforcement des intégrations régionales.
- *Une extension des logiques financières et assurantielles aux ressources communes (eau, sols, biodiversité, climat) et une concentration future des investissements internationaux sur le numérique, la santé, la transition énergétique et la croissante verte (ou bleue)*<sup>24</sup>.
- *De nouvelles opportunités et de nouveaux risques liés aux suites de la COVID et aux plans de relance :* changement de cap économique (investissements massifs, remise en cause du monétarisme), mais aussi tensions inflationnistes, déséquilibres économiques et endettement sans précédent (près de 300 trillions de dettes en 2020 – 365 % du PIB mondial)
- *Une gouvernance mondiale* dominée par la Chine et les Etats Unis, mais partagée avec d'autres pôles : les puissances mondiales intermédiaires (Europe, Inde, Russie ...), les espaces régionaux intégrés, les ONGs et acteurs privés et les organisations internationales.

## **3) Les ruptures possibles**

Elles sont très nombreuses - compte tenu des incertitudes futures. Citons-en d'abord **trois qui risquent de bouleverser complètement tout le développement de la région** :

- *Des contraintes très fortes à la mobilité et au tourisme* (pic aviation 2020, taxes carbone.)
- *Une transition beaucoup plus rapide que prévue vers les énergies alternatives – avec une remise en cause radicale et rapide de la place des énergies fossiles*, un arrêt de leur exploitation ; la disparition des moteurs à combustion interne d'ici 2035<sup>25</sup>...
- *Une accélération encore plus forte que prévue du changement climatique* conduisant soit à des effondrements locaux soit à un renforcement majeur de la coopération internationale.

**\*Mais aussi beaucoup d'autres envisageables :**

- *L'émergence de l'Afrique* comme nouveau pôle de développement mondial.
- *La fonte rapide de l'Arctique, modifiant les grandes routes de circulation maritime.*
- *La récurrence des crises liées à des causes multiples* : nouvelles pandémies, nouveau choc pétrolier en 2030, nouvelle crise financière, nouveaux conflits en Asie ou au Moyen Orient ...et leurs effets de déstabilisation en chaîne (risques systémiques majeurs, effondrements)
- *Le renforcement des coopérations Sud- Sud* (création d'un G7 des pays du Sud ?).
- *L'affirmation de l'Europe* comme puissance politique et comme modèle de développement durable, s'accompagnant éventuellement d'une intégration de pays méditerranéens du sud.
- *La prise en charge par les grands acteurs privés des problèmes mondiaux* et des fonctions régaliennes assurées par les Etats (monnaie, sécurité, services publics, biens communs ...)
- *Des révolutions démocratiques* en Chine, dans les pays musulmans, en Russie, etc....
- *Des effets beaucoup plus massifs que prévus sur l'emploi et les inégalités du numérique et de l'intelligence artificielle*, entraînant des conflits sociaux ou territoriaux.
- Un « Plan Marshal » massif dédié à la réalisation des ODD dans les pays les plus pauvres.
- *Une « transition bleue » réussie en Méditerranée permettant de stabiliser la région*<sup>26</sup>.

<sup>23</sup> Liée, notamment, aux impacts des nouvelles technologies ou énergies, à la géo-ingénierie, aux effets sur les autres problèmes d'environnement du changement global, aux interactions entre polluants... (J. Theys).

<sup>24</sup> Voir le rapport 2020 de l'UNCTAD sur les perspectives d'investissements internationaux.

<sup>25</sup> Voir le très important rapport publié en mai 2021 par l'Agence Internationale de l'énergie.

<sup>26</sup> Rym Layadi, Carlo Sessa, Blue transition policy roadmap, EMNES- EMEA, March 2020 (voir note 26)

## 5. Proposition de micro scénarios

Même si les 30 prochaines années vont se situer dans le prolongement de la « Grande transition » commencée à la fin des années 80 et si beaucoup de tendances lourdes sont déjà identifiables, il s'agit aussi très largement d'un « saut dans l'inconnu » pour lequel il faut envisager plusieurs scénarios très différents possibles. Heureusement nous disposons déjà de nombreuses réflexions sur le monde d'ici 2050<sup>27</sup>. C'est en s'appuyant sur celles-ci que sont formulées les propositions qui suivent qui portent à la fois sur des scénarios mondiaux et des hypothèses de positionnement de la Méditerranée dans le monde demain.

### 1) Proposition de scénarios mondiaux

On se limitera à une **très courte description de cinq scénarios contrastés possibles** :

#### **SCENARIO 1 : BASCULEMENT VERS LE SUD ET DIARCHIE SINO AMERICAINE (BIG SHIFT TO THE SOUTH AND SINO AMERICAN DIARCHY).**

Dans ce premier scénario le poids démographique et les logiques de puissance jouent conjointement un rôle majeur. Le basculement de la démographie vers le sud et notamment vers l'Asie s'accompagne d'un basculement économique aussi bien du côté de la production que de la consommation. La Chine devient la première puissance mondiale, mais elle partage le leadership avec les Etats Unis dans un système de compétition – coopération qui porte sur tous les domaines. Le marché continue à jouer un rôle important ainsi que les multinationales, les pouvoirs financiers et les nouvelles technologies, mais les pays majeurs gardent le moyen de pouvoir les contrôler ou s'en protéger. Cette coexistence (ou « guerre froide ») entre deux systèmes s'accompagne d'une très forte compétition sur les ressources mais aussi sur certaines techniques vertes, avec à la fois des impacts écologiques très forts et l'opportunité de nouvelles alliances ou coopérations. Les autres pays ou régions - comme l'Europe ou la Méditerranée - doivent s'inscrire dans ce cadre global et s'y adapter.

#### **SCENARIO 2 : LE MONDE OUVERT 4.0 (THE OPEN WORLD 4.0).**

Dans un contexte où l'efficacité et la légitimité des pouvoirs institutionnels nationaux ou internationaux sont mis en cause, la gouvernance mondiale se structure autour de coalitions d'intérêts ou de projets regroupant des ONGs, des Fondations, des pouvoirs locaux, des réseaux communautaires, des médias, sous l'emprise croissante des multinationales du numérique. Parallèlement la transition vers le « Monde 4.0 » s'accélère avec l'application dans tous les domaines de l'intelligence artificielle, des big datas, de la robotisation, de la 3D (« additive manufacturing »), de la blockchain, mais aussi de la bioéconomie, etc.... Les modes de vie, d'habitat, de travail, de déplacement, de formation sont profondément modifiés – avec la généralisation du télétravail, de l'enseignement à distance, de l'économie collaborative, du « crowdfundings », du tourisme virtuel... Un monde plus ouvert et sans barrières fonctionnant en réseaux se met en place dans une logique « darwinienne » très inégalitaire mais dans lequel la géographie joue un rôle moins important qu'auparavant.

#### **SCENARIO 3 : UN MONDE CHAOTIQUE DE « FORTERESSES ».**

Le monde est confronté à une succession de crises – financières, sanitaires, écologiques, sociales ou politiques – face auxquelles les régulations internationales sont impuissantes. Ces chocs répétés sont à la fois la conséquence et l'accélérateur de déséquilibres structurels et d'un mal développement inégalitaire qui ne sont pas combattus efficacement. La mondialisation est remise en cause et les pays comme les groupes qui peuvent assurer leur propre sécurité se replient derrière des « forteresses » - les frontières nationales, des enclaves protégées (« gated communities »). Ce

<sup>27</sup> Notamment ceux réalisés dans le cadre de l'étude Agrimonde-Terra, dont s'inspire beaucoup les scénarios présentés ici. Voir aussi « Global trends 2040 », National intelligence Council, United States, March 2021.

contexte de fragmentation croissante, qui s'accompagne de la montée des régimes autoritaires, accroît finalement les risques de conflit et d'évolution progressive vers le chaos et la possibilité d'effondrements locaux.

#### **SCENARIO 4 : UN MONDE MULTIPOLAIRE DE REGIONS AUTONOMES.**

Face aux conséquences possibles de ce repli nationaliste mais aussi à celles d'une mondialisation libérale mal régulée, les Etats s'associent pour former des blocs régionaux permettant à la fois d'affronter la récurrence des crises et de préserver leurs spécificités sociales et culturelles. Cette recherche de coopérations s'étend à des régions comme l'Afrique, la Méditerranée, ou le Moyen Orient. Les mécanismes d'harmonisation et de solidarités sont mis en place ou développés à l'intérieur de ces « régions » avec une priorité donnée aux marchés domestiques et à l'autonomie, ainsi qu'à une protection renforcée par rapport aux marchés extérieurs (taxe carbone aux frontières.). Le monde s'organise autour de cette pluralité de pôles et de modèles de développement, coexistant et en concurrence.

#### **SCENARIO 5 : UNE MOBILISATION MONDIALE SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE.**

La perception d'une tragédie possible liée au changement climatique, à l'effondrement de la biodiversité, mais aussi aux inégalités de développement et à la montée des conflits conduit une majorité des acteurs publics et des sociétés civiles à se convaincre qu'un tournant majeur vers une conception forte du développement durable est indispensable. Des transitions multiples concrétisent un nouveau paradigme de développement coordonné à l'échelle mondiale - mais qui accorde aussi une large place aux Grandes régions, aux Etats, aux sociétés civiles et aux acteurs privés, et tient largement compte des situations socioéconomiques locales et des capacités ou responsabilités de chacun. Cette mobilisation, dans laquelle l'Europe joue un rôle important, va bien au-delà des ODDs fixés pour 2030.

### **2) Propositions de scénarios sur les relations Monde – Méditerranée.**

Faute de pouvoir faire une évaluation précise des impacts possibles sur la Méditerranée des scénarios précédents ni même des tendances et ruptures évoquées à l'horizon 2050, on se limitera, pour conclure, à imaginer quelques scénarios possibles de positionnement futur de l'espace méditerranéen par rapport au Monde à cet horizon. Ce ne sont, là encore, que des propositions s'inspirant de travaux antérieurs et notamment du rapport de l'EMEA et de l'EMNES sur la « Transition Bleue ». **Aucun ne peut être à priori exclu.**

#### **SCENARIO A : LA MEDITERRANEE « CHAMP DE BATAILLE ».**

Par sa position de carrefour entre les continents et les cultures, de lieu de passage stratégique, et de zone de conflits, mais aussi en raison de ses ressources spécifiques, l'espace méditerranéen devient un « champ de bataille » dans lequel s'affrontent à la fois les grandes puissances (US, Chine, Russie), les pouvoirs régionaux riverains ou périphériques et les idéologies culturelles ou religieuses. C'est aussi un lieu de concurrence entre modèles de développement différents où chacun exploite ses avantages comparatifs. Les coopérations sont structurées par des réseaux d'alliances qui évoluent dans le temps en fonction des intérêts et rapports de force. Ce contexte de tensions favorise une certaine stagnation.

#### **SCENARIO B : CRISES, REPLIS ET MARGINALISATION.**

Plus que d'autres régions du monde, la Méditerranée aussi bien au Nord qu'au Sud est profondément déstabilisée par la récurrence des crises liées au climat, à l'économie, aux fluctuations du pétrole ou des matières premières, aux épidémies, aux conflits religieux ou liés aux migrations sans que les mécanismes de coopération ou régulation existants puissent en amortir les conséquences. Incapables de faire face aux impacts économiques ou sociaux de ces chocs répétés et de réduire leurs vulnérabilités, les pays se replient sur eux-mêmes - affrontant les conflits internes par des

régimes autoritaires. La région entière se marginalise - et les objectifs de protection de l'environnement sont réduits au minimum.

#### **SCENARIO C : REEQUILIBRAGE NORD SUD ET MEDITERRANEEES PLURIELLES.**

Dans ce troisième scénario les forces centrifuges qui éloignent les différentes sous régions de l'espace méditerranéen l'emportent sur les forces d'intégration intra régionale. Elles sont renforcées à la fois par un rééquilibrage au profit des pays du sud, tant au sein de la zone qu'à sa périphérie immédiate (avec, par exemple, un fort développement de l'Afrique et le succès d'initiatives d'intégration par exemple entre les pays du Maghreb). Sans qu'on puisse déterminer leur configuration, ce processus débouche sur l'éclatement de l'espace méditerranéen *élargi* entre plusieurs « espaces d'intégration » menant des politiques de développement spécifiques - mais établissant entre elles des coopérations à la carte. On peut, par exemple, imaginer une communauté économique intégrant, autour de l'Islam, les Afriques de l'Ouest et du Nord ou une intégration du Maghreb à l'Europe. Le processus de Barcelone et le PAM subsistent néanmoins avec une gouvernance structurée par ces régions

#### **SCENARIO D : UN NOUVEAU FRONT DE LA MONDIALISATION FUTURE.**

L'impératif qui gouverne ce scénario est celui d'une adaptation à la mondialisation telle que celle-ci se transforme à partir de 2020 – avec le basculement vers le Sud , la diarchie Chine – Etats Unis , le rôle majeur du numérique , l'influence des grands acteurs privés , les plans de relance , l'investissement dans les technologies vertes et bleues ... Grace à des réformes internes importantes et des coopérations sur l'innovation , une majorité des pays trouve une meilleure place dans la division internationale du travail - en valorisant des atouts communs ( solaire , économie bleue , tourisme,... ) ou spécifiques . Les principaux obstacles à l'attractivité – instabilité politique, manque de formation, faiblesses industrielles, etc.... – sont peu à peu réduits mais au prix de fortes inégalités et d'une dualisation accrue des sociétés.

#### **SCENARIO E : LA MEDITERRANEE, UN AUTRE MODELE DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Prenant enfin pleinement conscience des risques et des impasses liés à la fois aux changements écologiques et climatiques, au mal développement et à une possible marginalisation au niveau mondial, les pays et les sociétés du pourtour méditerranéen - s'engagent ensemble dans un processus de transition vers un modèle original et démocratique de développement durable<sup>28</sup> , prenant appui sur l'Europe et les changements favorables du contexte international et européen (New deal ...). Les coopérations sud-nord ET sud-sud sont fortement renforcées autour du patrimoine commun que constitue la Méditerranée. L'accent est mis à la fois sur la réduction des vulnérabilités – dans une perspective de résilience aux crises – et sur l'investissement dans de nouveaux modèles économiques et de gouvernance compatibles avec les ODD et les objectifs d'une durabilité forte donnant la priorité au climat et la mer mais aussi à l'emploi et la réduction des inégalités. Cultures et religions dialoguent et contribuent, par leurs apports et coopération, à la construction d'une éthique et d'un pluralisme culturel à l'échelle mondiale. Partant des atouts et des faiblesses qui sont celles de l'espace méditerranéen, il s'agit, dans l'urgence, d'inventer collectivement une autre voie vers le développement durable de la région.

<sup>28</sup> Voir à nouveau le rapport sur la Transition Bleue (Rym Layadi, Carlo Sessa, « Blue transition policy roadmap : towards transparent, responsible, inclusive end sustainable development for the Euro – Mediterranean », March 2020, EMNES, EMEA), ainsi que l'étude du même réseau publiée en 2021 de F. Sigilmasssi et M. Slihghaia : « Adressing sustainable development goals, the relevance of the nexus aproach ».